



L'AUDIENCE

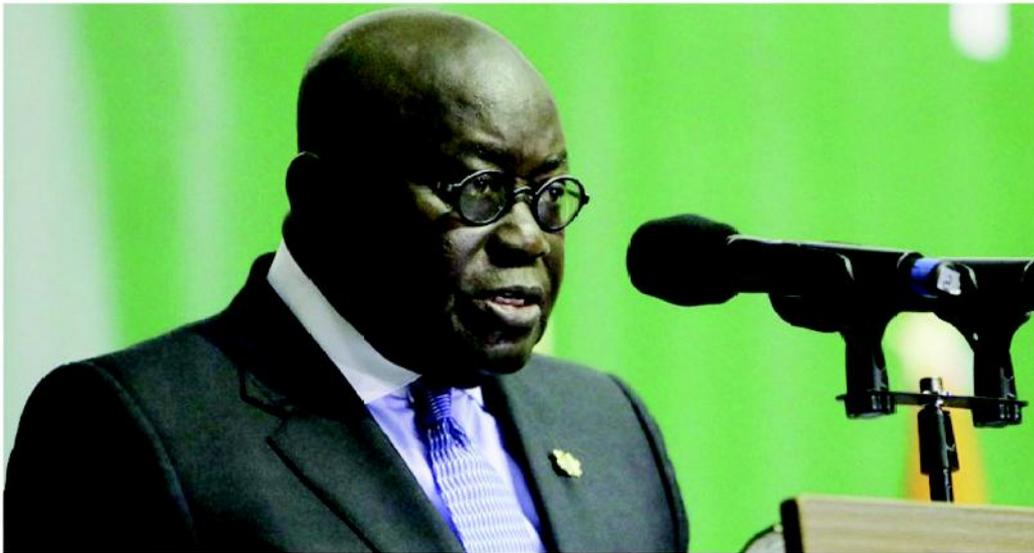
Bimensuel Panafricain d'Informations, d'Analyses et de Publicités

N° 0036 du 19 / 02/ 2019

250 F CFA

SITUATION SOCIO POLITIQUE

La question de l'alternance ou non au Togo est un problème des Togolais, selon Akufu-Addo P.3



● Aucune vérité nouvelle en tout cas pour la classe politique mais Djimon Oré accuse...!



FAUT-IL MAINTENIR OU NON LE FCFA ?

La BCEAO s'exprime aujourd'hui à Lomé
Kako Nubukpo désigné coordonnateur des états généraux du FCFA P.4 et 5

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS

HALTE À LA CORRUPTION DANS LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

Avec l'ARMP on avance dans la transparence

www.armp-togo.com N° vert : 90 00 88 80

INSÉCURITÉ INQUIÉTANTE DANS LES STADES P.7
L'autre grand défi du bureau Akpovi



RENCONTRE ROBERT DUSSEY ET SERGUEI LAVROV
Sécurité-paix-développement et sommet Russie-Afrique au cœur des échanges P.4



ELUE DÉPUTÉE ET AU PERCHOIR À L'ISSUE DES SCRUTINS LÉGISLATIFS DU 20 DÉCEMBRE



La PA Tségan et toute la région des plateaux rendent grâce à Dieu et tiennent haute la machine de la mobilisation P.2

ELUE DÉPUTÉE ET AU PERCHOIR À L'ISSUE DES SCRUTINS LÉGISLATIFS DU 20 DÉCEMBRE

La PA Tségan et toute la région des plateaux rendent grâce à Dieu et tiennent haute la machine de la mobilisation

Le samedi 16 février dernier, l'ambiance festive dans le grand Klotto particulièrement à Kpélé Agavé, dans la région des plateaux, était d'une particularité sans précédent. Toutes et tous, hommes et femmes, toutes catégories de générations con-

gislatives et d'être portée par la suite au perchoir de l'hémicycle ". Tout s'est déroulé sur deux (02) axes substantiels; messe d'action de grâce et meeting politique qui ont eu lieu successivement samedi à Kpélé-Agavé (40 km environ au nord de

jamais plaire aux hommes ", a souligné le Père Curé Koffi Agbété Kor à l'endroit de Mme Tségan.

Un meeting politique

Après la messe, un géant meeting politique a été animé sur le terrain de football de l'école primaire publique de Kpélé-Agavé en présence de plusieurs personnalités politiques, administratives, civiles, des responsables des us et coutumes du milieu et d'une marrée humaine. Au cours de ce meeting, des responsables politiques ont eu la parole et ont de vive voix fait d'une pierre deux (02) coups: D'une part, un remerciement de fond du cœur de toutes les populations non seulement de la préfecture de Kpélé mais aussi de toute la région des plateaux avec ses 12 préfectures, au Chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour la confiance placée en la personne de la militante Tségan, fille de

continuer de faire le travail de paix, de cohésion sociale, de développement autour de lui car ces notions chères au Président Faure Gnassingbé et nous sommes très fiers de la politique de rassemblement, de paix et de développement du Président Faure Gnassingbé et nous avons tous, quel que soit même notre bord politique, l'obligation de l'aider à aller de l'avant, à achever sa mission de construction ", a dit monsieur Ihou. " Faure Gnassingbé est un homme de vision. L'élection de notre sœur Chantal Tségan comme députée et ensuite comme présidente de l'Assemblée nationale n'est pas le fruit de hasard; c'est le fruit du travail bien fait, de la ténacité. Mme Tségan a un parcours exceptionnel et le Président la République connaît le mérite de chacun et nous nous en réjouissons. Toute la région des pla-

Kpélé grâce à qui " elle est aujourd'hui à ce poste ". Mme Tségan leur a par la suite demandé de se joindre à elle pour remercier le Chef de l'Etat qui a accepté sa candidature lors des élections législatives et par ricochet à la présidente de l'hémicycle. " C'est une journée d'action de grâce d'abord à Dieu, le Tout puissant qui nous permis d'être là. Nous lui disons merci car il est la source de toute chose. Mais en même temps, pour être Présidente de l'Assemblée nationale, il a fallu que nous soyons d'abord élue députée. Nous sommes revenus à la base pour dire merci aux populations qui nous ont votée lors des élections. Aussi, à la suite de notre élection, nous avons eu l'opportunité d'être portée à la tête de l'Assemblée nationale. Nous avons jugé bon de leur présenter le résultat et dire merci au président de notre parti pour avoir eu confiance à notre personne en acceptant notre candi-



L'accueil à l'entrée de la préfecture de Kpélé

dues, étaient fous de joie depuis l'élection à l'Assemblée Nationale et à la présidence de ladite assemblée, à l'issue des scrutins du 20 décembre 2018, de Mme Chantal Djigbodi Yava Tségan. Cette joie inouïe a été manifestée courant le week-end dernier à Kpélé Agavé en présence d'une marrée humaine, de plusieurs personnalités de marque non seulement de la région des plateaux mais aussi de tout le pays et ce, derrière l'honorable députée Tségan, la dame de poigne comme beaucoup aiment le dire, actuelle présidente de l'Assemblée nationale (PA). " Merci à Dieu pour les merveilleuses choses qu'il a faites dans ma vie ces derniers mois ", telle fut la première phrase phare de Madame Tségan toute émue devant les médias lors de cette

Kpalimé).

Messe d'action de grâce

S'agissant du point concernant l'action de grâce, la messe a été dite à l'église Notre Dame du Rosaire de la localité. La première lecture et l'Evangile ont été tirées respectivement du livre de Genèse 1, chapitre 3, verset 9 à 24 et de Marc, chapitre 8, verset 1 à 10. Dans son homélie, le Révérend Père Koffi Agbété Kor a félicité la présidente de l'Assemblée nationale pour sa brillante élection en tant que députée et par la suite Présidente de l'Assemblée nationale. Tout en l'invitant à accomplir fidèlement sa mission et surtout dans la crainte de Dieu, il lui a fait savoir qu'aucun rôle n'est facile et il est difficile que les humains se fassent confiance en totalité.



Vue des officiels lors du meeting

Kpélé et donc fille des plateaux; d'autre part, les populations sont appelées à rester dans la logique de la mobilisation pour la présidentielle de 2020 où elles auront à renouveler leur confiance à Faure Gnassingbé, président du parti Union pour la

teraux se réjouit aujourd'hui et dit merci à Faure Gnassingbé ", poursuit M. Ihou pour qui d'ailleurs au-delà des plateaux c'est tout le Togo qui se réjouit de l'élection de cette dame à la tête de l'hémicycle. Il a, pour terminer son mot de circons-

ture et pour nous avoir apporté le soutien politique qu'il fallait pour avoir de bons résultats. Nous avons aussi dit aux populations que 2020 c'est maintenant et donc il faut le préparer dès maintenant pour avoir des élections apaisées pour le bien-



La P.A. Tségan s'adressant à la foule lors du meeting



rencontre avec la base le samedi 16 février 2019 ; elle témoigne également, par la même occasion, " toute sa gratitude au Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et à sa base pour lui avoir permis d'être d'abord élue députée lors des dernières élections lé-

" Félicitations pour votre élection et que Dieu vous accompagne dans votre mission. Accomplissez-la fidèlement. Et surtout ne cherchez pas à plaire aux hommes mais plutôt à Dieu, car vous ne pouvez

République (UNIR) et actuel président de la République. Dans cette perspective, Yaovi Attigbé Ihou, vice-président UNIR-région des plateaux a laissé entendre chaque militant et sympathisant de UNIR doit

tance, appeler les militants et sympathisants à renouveler leur confiance à Faure Gnassingbé lors de l'élection présidentielle de 2020.

La PA, pour sa part, a d'abord remercié les populations de

être des populations ", a déclaré en substance Mme Tségan à la fin du meeting qui a ouvert davantage la voie à d'autres réjouissances populaires avec partages de mets.

Valentine Biao

SITUATION SOCIO POLITIQUE

La question de l'alternance ou non au Togo est un problème des Togolais, selon Akufo-Addo

● Aucune vérité nouvelle en tout cas pour la classe politique mais Djimon Oré accuse...!

« La médiation est terminée, mais on est toujours en discussion avec les responsables du Togo, aussi bien de l'opposition que de l'Etat pour essayer de pousser les gens vers le compromis, vers le consensus sur la façon d'aborder l'avenir du Togo », a déclaré le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, dimanche 17 février dans l'émission « Internationales ». La stabilité du Togo « lui tient à cœur », a précisé le leader ghanéen. En ce qui concerne la nécessité de l'alternance politique au Togo, l'ex-facilitateur de la crise togolaise estime qu'il ne lui revient pas de donner son avis et que le plus important est que chaque togolais puisse avoir une vie normale. « C'est un problème des Togolais. En tant que leader du Ghana, ce n'est pas à moi de dire cela, c'est un problème du Togo. Le

plus important, c'est qu'ils arrivent à avoir une vie normale », a-t-il indiqué. Facilitateur dès le déclenchement de la crise au Togo courant août 2017 avant d'être rejoint par Alpha Condé, Nana Akufo-Addo connaît bien les causes de la crise politique togolaise. Et même si leur mission a pris fin avec le dernier sommet de la CEDEAO à Abuja, le président ghanéen affirme que les contacts se poursuivent afin d'emmener les acteurs politiques togolais à parvenir à un compromis à même d'assainir la situation du Togo. C'est dire donc que pour Nana Akufo-Addo, la fin officielle de la facilitation n'empêche pas les chefs d'Etat de la sous-région de poursuivre les contacts avec les autorités togolais et les leaders de l'opposition. Il s'est par ailleurs, à cette même occasion prononcé sur la ques-



Nana Akufo-Addo, Pdt du Ghana

tion du franc CFA. Le Chef de l'Etat ghanéen sans langue de bois, a laissé entendre que le

franc CFA constitue un frein au commerce entre les pays de l'Afrique occidentale et pour

le développement de leurs économies. « Je dis que cela fait partie des problèmes structurels qu'on doit essayer de combler. Je ne dis pas que dans la zone franc, il n'y a pas d'évolution mais si on arrive à élargir le marché, à un marché qui comprend tous ces 15 pays de l'Afrique occidentale, ce sera un marché qui sera beaucoup plus dur, profond et performant pour nous tous », a-t-il déclaré. L'homme reste, quant à sa position sur cette question, aux antipodes des récentes déclarations de son homologue ivoirien Alassane Ouattara sur la question. Il avance que des discussions sont en cours entre les pays de la CEDEAO pour parvenir à une relation positive dans le but de pousser vers l'avant les différentes économies de la zone. Il faut rappeler que le leader ghanéen reste certes très diplomatique mais n'a jamais caché sa position face aux stratégies de gouvernance des pays occidentaux et sa position est bien connue, en ce qui concerne les relations entre l'Afrique et les autres continents, de même que les institutions de Breton Hood.

Roger Y. GADOSSE

POLITIQUE

Djimon Oré accuse la France, Buhari, Akufo-Addo et la coalition des 14

Pour l'une de ses premières sorties après les élections législatives du 20 décembre 2018, l'opposant togolais Djimon Oré, n'a raté personne. Du chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé à la coalition des 14 partis politiques de l'opposition en passant par la France, Muhammadu Buhari, le président nigérian et Nana Akufo-Addo, le président ghanéen, l'ancien ministre de la communication de Faure Gnassingbé a mis tout le monde dans le même sac. Selon le président du Front des patriotes pour la démocratie (FPD), le problème du Togo a pour nom la France. Et Muhammadu Buhari, le président nigérian et président en

exercice de la CEDEAO a été 'utilisé', selon lui, par Emmanuel Macron, le président français, pour que l'institution sous régionale se moque une seconde fois du peuple togolais, après le cas de son prédécesseur, Olusegun Obasanjo.

Quant à Nana Akufo-Addo, le président ghanéen, il dit n'avoir pas apprécié son mutisme quand les religieux togolais ont fait le déplacement d'Accra pour le voir afin qu'il puisse agir en sa qualité de facilitateur de la crise togolaise, pour que les élections législatives soient reportées. " J'ai beaucoup d'admiration pour M. Buhari. Mais le sale boulot sans vergogne qu'il a

accepté de faire au Togo parce que la France le lui a demandé, c'est suffisamment grave. Lorsque M. Macron a fait un déplacement au Nigeria en 2018 pour rencontrer le chef de l'Etat nigérian qui se trouve être le président de la CEDEAO, c'est à partir de cet instant que sa position a changé par rapport au Togo. Le président ghanéen s'est muré dans un silence incompréhensible lorsqu'il a reçu la délégation des religieux du Togo à la veille des élections législatives du 20 décembre. Il ne s'est pas prononcé alors qu'il avait cette obligation morale en étant que l'un des facilitateurs de la crise ", a-t-il



Djimon Oré, Pdt du FPD

déclaré ce lundi sur la radio Victoire FM. Pour s'en convaincre, il estime que le Togo et son armée représentent beaucoup pour la Francophonie, un vocable utilisé pour désigner la relation spéciale néo-coloniale qui existerait entre la France et ses anciennes colonies de l'Afrique subsaharienne. " Le Togo est une base essentielle pour la France et à partir de laquelle elle mène ses sales boulots dans la sous-région. L'armée togolaise est une base militaire française entretenue par les ressources togolaises ", a lancé l'ancien député qui étaye son argument avec le cas de la crise ivoirienne de 2010-2011. Djimon Oré se dit sûr que le sang des Togolais 'lâchement assassinés' va in-

terroger chacune de ces personnes qui ont joué et qui continuent de jouer un rôle 'négatif' par rapport à la vie du Togo. Pour ce qui concerne la coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise, le président du FPD dit de ses responsables qu'ils sont des 'manipulés' de la Francophonie. Pour lui, le fait de choisir un candidat unique pour affronter le candidat du pouvoir de Lomé à la présidentielle de 2020 est aussi une 'jeu' de cette relation. Le problème togolais n'est pas électoral, selon lui. Et pour le résoudre, il ne s'agit pas d'aller aux élections mais de mettre en place une 'constituante' via une assise nationale pour, dit-il, déraciner le mal togolais.

Globalactu.com

| | |
|--|---|
|  L'AUDIENCE | Récépissé N° 0555 / 19 / 04 / 17 / HAAC 05 B.P 484 Lomé Tél : (+228) 90 21 30 91 / 98 86 65 70 / 90 45 78 57 Email : laudience07@gmail.com Siège: Derrière EPP-Kélégougan |
| | Directeur de Publication : Raymond A. SAMA (alias Ali LEGRAND) Rédacteur en chef : Aristide Samko Rédaction : Roger Y. GADOSSE, Jacob ATALI, Ali LEGRAND |
| Tirage : 2500 exemplaires Mise en page : Benjamin K. Tchabi Imprimerie : Rad Graphic | |

RENCONTRE DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU TOGO ET DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

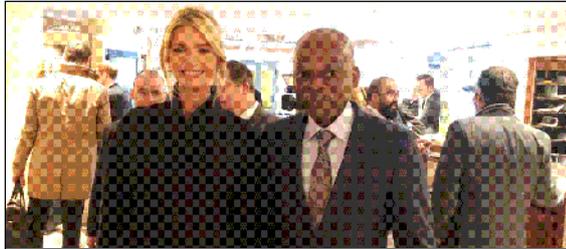
Sécurité-paix-développement et sommet Russie-Afrique au cœur des échanges entre Dussey et Lavrov



Robert Dussey (gauche) s'entretenant avec Sergueï Lavrov

La diplomatie agissante du Togo pour plus de stabilité et de développement poursuit son bon chemin. En effet, en marge de la Conférence de Munich sur la Sécurité, Prof. Robert Dussey, ministres des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, a eu de fructueux échanges avec son homologue de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov. Même si dans le cadre de ce déplacement à Munich, le chef de la diplomatie togolaise a également échangé

Kerry, Borge Brende (le Président du World Economic Forum), Kersting Kaljukaid (la Présidente de l'Estonie), João Gomes Gravinho (le Ministre de la défense du Portugal), David Zalkaliani (Ministre des affaires étrangères de la Géorgie), entre autres, la rencontre avec son homologue de la fédération de Russie a été d'une empreinte spéciale et cela a été sanctionné par un communiqué. Les deux personnalités se sont données le temps de faire, dans un premier temps, le tour d'horizon des questions bilatérales. Une note du ministère togolais des affai-



Robert Dussey (droite) posant avec Ivanka Trump

avec Ivanka Trump (Fille de l'actuel président américain), John res étrangères indique que les deux ministres ont apprécié et



leurs économies, les deux ministres ont convenu d'encourager des missions économiques dans leurs pays respectifs et d'étudier les possibilités d'accroître le volume de leurs échanges commerciaux », souligne le communiqué dont la rédaction de votre journal a reçu copie.

Au plan multilatéral, les deux ministres ont salué le rôle, les initiatives et les actions du Togo et de la Russie, en particulier au sein des Nations Unies, en vue de la sauvegarde et du maintien de la paix en Afrique et ailleurs dans le monde.

Robert Dussey et Sergueï Lavrov ont souligné l'attachement de leurs pays à la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et contre la piraterie maritime.

Les deux diplomates s'engagent, au nom de leurs pays, pour la promotion des relations économiques et commerciales justes et équitables dans le monde. Ils n'ont pas manqué d'évoquer le Sommet Russie-Afrique qui est prévu du 22 au 24 octobre 2019 dans le pays de Vladimir Poutine, de même que le Forum économique de cette année, rencontres auxquelles le Président togolais, Faure Gnassingbé, est attendu.

Il faut noter que l'année 2018 a été déjà une année remarquable pour la diplomatie togolaise compte tenu des prouesses réalisées et de plusieurs sommets organisés par le Togo.

salué la qualité de leur coopération au plan politique. Ils ont décidé de renforcer ces relations dans l'intérêt majeur de leurs deux pays et de leurs peuples. Les questions de développement ont été aussi bien évidemment au cœur des échanges. Prof. Robert Dussey et Sergueï Lavrov ont parlé du « Doing Business », de l'agriculture et de la formation dans divers domaines, entre autres, secteurs prioritaires du Programme National de Développement (PND). « Dans le souci de promouvoir

Ali LEGRAND

FAUT-IL MAINTENIR OU NON LE F.CFA ?

La BCEAO s'exprime aujourd'hui à Lomé

Entre passion et raison, la représentation nationale la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) annonce dans la foulée, un point de presse aujourd'hui à Lomé pour situer l'opinion nationale et internationale sur la question du CFA.

Mais avant cela, le professeur Kako Nubukpo, figure emblématique de cette lutte détaillée dans cette tribune, les 3 raisons sur la mise à mort du CFA.

D'abord historique : lien direct entre l'esclavage et le franc CFA

Le CFA épouse les contours de la violence esclavagiste coloniale et postcoloniale. Très peu de gens savent qu'au moment de l'abolition de l'esclavage le 27 avril 1848, il a fallu indemniser les esclavagistes parce qu'il y avait des débats autour du code noir pour savoir si les esclaves étaient des biens meubles ou immeubles.

Donc à partir du moment où on a reconnu que les esclaves n'étaient pas des êtres humains, il fallait indemniser les esclavagistes.

C'est avec cet argent que 5 ans après, les esclavagistes créent la Banque du Sénégal en 1853 puis la Banque de l'Afrique de l'ouest en 1901 qui est

aujourd'hui, l'ancêtre de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) qui émet le CFA.

Les paysans obligés à payer l'impôt en CFA

En lien avec la colonisation, nos paysans africains devaient payer l'impôt en CFA alors qu'il y avait des monnaies africaines. Or, pour pouvoir payer l'impôt en CFA, il fallait abandonner les cultures alimentaires pour s'adonner aux cultures de rente.

Et une culture comme le coton va être appelée la "culture du commandant" parce que les paysans ne voulaient pas faire du coton.

On obligeait les paysans à faire du coton parce qu'après la guerre de cessation aux Etats Unis, il n'y avait plus suffisamment d'esclaves pour travailler dans les champs de coton dans le sud des Etats Unis.

C'est pour ça que la France a décidé d'investir en Afrique pour faire du coton en Afrique.

En conclusion, le Franc CFA est profondément liée à l'histoire de la colonisation.

De la colonisation aux indépendances !

Aux indépendances, la question qui s'est posée est : est-ce qu'on garde le CFA ? Sékou Touré a osé dire non au Général De Gaulle en 1958 et il a été puni. Et nous savons aujourd'hui que Jacques Foccart a déversé des milliards de faux billets Guinéens pour créer l'hyper inflation en Guinée.

Ça a coulé complètement l'économie guinéenne qui ne s'en est toujours pas relevé d'ailleurs.

Au Togo, Sylvanus Olimpio a subi le 13 Janvier 1963, le premier coup d'Etat militaire en Afrique après les indépendances, une semaine après avoir annoncé la création de la monnaie togolaise.

Je pourrais multiplier des exemples mais ce qu'il faut retenir, c'est que l'histoire du



franc CFA, c'est une histoire douloureuse pour les africains et rien que pour ça, ils devraient tous s'y intéresser.

Ensuite Economique : Le CFA n'est pas une bonne chose pour les Etats

Quatre raisons expliquent la dimension économique selon le Prof Kako Nubukpo.

1ère raison : blocus sur la transformation de l'économie

Le CFA n'a pas permis de transformer l'économie africaine. 60 ans après les indépendances, nous sommes toujours ce que nous appelons l'insertion

primaire au sein du commerce international.

On exporte les matières premières, on ne les transforme pas surplace. On importe le produit fini et tout ça nous coûte très cher parce qu'au finale, on a des balances commerciales déficitaires.

2ème raison : CFA, une monnaie trop forte

Le franc CFA est une monnaie trop forte pour nos économies parce qu'il est rattaché à l'Euro et vous savez qu'une monnaie forte agit comme une

Suite à la page 5

NIGERIA/ REPORT DE LA PRÉSIDENTIELLE

Pouvoir et opposition se rejettent la responsabilité

C'est le camp du président Buhari qui a tiré en premier. Dès samedi, son bureau en charge de la campagne a accusé le PDP de son adversaire Atiku Abubakar. Celui-ci n'a pas manqué de répliquer. Replongeons-nous le samedi. Alors que les Nigériens se préparent à aller faire leur devoir civique, voilà que le président de la Commission nationale électorale indépendante du Nigeria (INEC), le professeur Mahmood Yakubu, annonce le report des élections, les fixant désormais au 23 février pour la présidentielle et les législatives et le 9 mars pour les gouverneurs et les assemblées des États.

Condamnation ferme par le camp Buhari

Dans un communiqué publié, quelques minutes après l'annonce du report par la Commission nationale électorale indépendante du Nigeria (INEC) et cité par l'agence panafricaine PANA, le porte-parole de l'équipe de campagne du président Buhari, Festus Keyamo, a exprimé sa tristesse par rapport

à la tournure des événements et a rapidement imputé la responsabilité au principal parti de l'opposition, PDP.

«Nous condamnons avec la plus grande fermeté et nous exprimons notre déception par rapport à ce report à la dernière minute des élections. Le président Buhari avait depuis lors fait preuve de coopération totale avec l'INEC pour s'assurer

qu'elle disposât de la manière la plus rapide possible de tout ce dont elle avait besoin pour tenir des élections libres, équitables, et transparentes. Ce dernier développement est par conséquent une grande déception pour nous tous et pour tous nos militants et sympathisants établis dans tout le pays et à l'étranger, dont la majeure partie d'entre eux ont fait le dépla-

cement au Nigeria en provenance des quatre coins du monde pour exercer leurs droits de vote», a indiqué M. Keyamo.

Et d'ajouter : «Nous espérons que l'INEC continuera d'être neutre et impartiale durant tout le processus, puisque des rumeurs font état d'une collusion avec le PDP pour le report du scrutin étant donné que ce principal parti de l'opposition ne serait pas prêt pour ce scrutin. Beaucoup de sondages ont prédit une défaite du PDP, c'est ainsi que ce parti a fait recours à cette stratégie de report comme tant d'autres pour pouvoir briser l'élan et la popularité croissante du président Buhari. Il avait fait la même chose durant les élections de 2015 en orchestrant un report de 6 semaines du scrutin. Maintenant qu'il est en mauvaise posture, il peut faire recours à nouveau à ses anciennes astuces.

Nous avons tiré sur la sonnette d'alarme un peu plus tôt pour dire que le principal parti de l'opposition nigérienne était sur le point de discréditer le scrutin au moment où il se rendrait compte de son incapacité à réunir les voix requises pour gagner. Par conséquent, nous exhortons l'INEC de ne pas entrer en collusion avec le PDP sur ce sujet. Nous sommes très inquiétés de constater qu'hier, vendredi, aux premières heures de la matinée, que certains membres influents du PDP brandissaient l'idée d'un report des élections dans les réseaux sociaux, avant d'effacer les messages et de s'excuser au public, qualifiant par ailleurs les rumeurs de «fausses nouvelles». A indiqué le porte-parole de l'équipe de campagne de Buhari, Festus Keyamo.

Appel à soutenir la Commission électorale

Festus Keyamo a, par ailleurs, exhorté les Nigériens à soutenir l'INEC dans les difficultés qu'elle rencontre et empêcher ainsi que sa mission soit compromise par l'opposition. «Nous ne voulons pas être poussés à jeter le discrédit et à exprimer notre manque de confiance à la Commission électorale indépendante en raison des conséquences que cela aurait sur la vitalité et la bonne santé de notre démocratie. Vu les derniers développements survenus, nous souhaitons renouveler notre appel à l'endroit de nos militants et sympathisants pour qu'ils restent calmes, patients, et résolu. Faisons de notre mieux pour ne pas donner au PDP, l'occasion de plonger le pays dans une crise, ce qui est leur plus grand souhait face à l'imminence de leur défaite dans les jours à venir». Poursuivant son propos, il a indiqué :

«Nous attirons l'attention de l'INEC et du monde entier pour qu'ils prêtent attention sur les dessins innovés du PDP qui a ouvertement annoncé ses plans de publication de résultats parallèles à travers des moyens et de supports bizarres qu'il s'est procurés. Nous souhaitons réitérer ici que l'INEC est le seul organe qui est juridiquement et constitutionnellement compétent pour déclarer et publier des résultats. Ce serait donc un délit pour toute personne ou organisation qui voudrait lui ravir sa place et sa mission. Nous invitons par conséquent, la Commission nationale électorale indépendante à faire renoncer et à dissuader le PDP de ses intentions qui pourraient plonger le pays dans des crises aux conséquences incalculables», a conclu M. Keyamo.

Sentiment de déception partagé

Concernant ce report, l'éditeur et ex-candidat à l'élection présidentielle de 2011, Dele Momodu, a déclaré : «J'ai de la compassion pour les étrangers, les équipes de média, les superviseurs électoraux, qui sont déjà déployés sur le terrain pour faire leur travail, et qui soudainement sont notifiés du report à la dernière minute des élections présidentielle et législatives. Les candidats sont également inquiets de la sûreté et de la fiabilité des machines et des urnes...» Et d'ajouter : «Quel cauchemar !» Cela dit, ce sentiment de M. Momodu est également partagé par beaucoup de Nigériens qui ont été déçus du report des élections, qui, selon eux, traduit l'incompétence de la Commission électorale qui a disposé pourtant d'une période de 4 ans pour organiser ces élections.

Des accusations contre Buhari

D'autres personnes par contre ont blâmé le président Buhari et son parti au pouvoir pour la tournure des événements à la dernière minute. «La Commission électorale sous la supervision et la direction du Pr Mahmood Yakubu est en train de préparer avec le parti au pouvoir des résultats préfabriqués, mais ils seront chassés du pouvoir par les Nigériens. J'avais déclaré, il y a deux jours, que le parti au pouvoir était en train de préparer un report des élections parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas les gagner. Maintenant, l'histoire m'a donné raison, mais ce report ne fait que compliquer les choses pour eux, car les Nigériens vont mettre fin à leur tyrannie», a déclaré l'ex-gouverneur de l'État d'Ekiti, Ayodele Fayose, en réaction au report des élections par la Commission électorale nigérienne.

L'Audience/lepoint

FAUT-IL MAINTENIR OU NON LE FCFA ?

La BCEAO s'exprime aujourd'hui à Lomé

Suite de la page 4

taxe sur les exportations et une subvention sur les importations.

Conséquence, nos économies ne sont pas compétitives. C'est marrant parce que quand vous comparez avec les asiatiques, vous voyez exactement l'inverse. Les chinois n'ont pas de matières premières donc elles importent nos matières premières et exportent les produits finis.

Les africains qui ont les matières premières, exportent leurs matières premières et importent les produits finis. Cherchez l'erreur ! Vous voyez que ça fait 60 ans que ça dure dans le silence absolu !

3ème raison : Le financement

Nos économies ne sont pas financées. Pourquoi ? Parce que comme nous ne produisons pas grandes choses, nous ouvrons les vannes de crédit pour que nos entrepreneurs aient accès au financement.

Il y a beaucoup d'importations, alors que vous payez vos importations avec les devises des réserves de change. A un

moment donné, vous n'en n'avez pas assez pour garantir la parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro. Et vous êtes obligés de dévaluer.

Mais c'est un drame une dévaluation pour nos dirigeants parce que plus le CFA est fort.

4ème raison : le CFA n'a aucune considération pour la croissance africaine

Le CFA n'a aucune considération pour la croissance africaine, donc pas de création d'activité, donc pas de création d'emploi.

Or, nos populations doublent tous les 25 ans ; ce qui fait que, si en face vous n'avez aucune activité, il n'est pas étonnant que les gens cherchent à partir (migration des africains vers l'Europe).

C'est de la mauvaise foi terrible. C'est un passé qui ne passe pas mais un passé qui est devenu un présent, un présent qui est problématique.

Enfin politique : Le parallélisme des formes bafoué

Les banques centrales en Afrique dans la zone franc sont désormais indépendantes des États. Mais, elles sont inféodées

au trésor français puisqu'elles sont tenues de déposer au moins 50% des réserves de changes auprès du trésor français à Paris.

Et donc, 60 ans après les indépendances, au lieu d'aller vers la banque centrale Européenne qui émet l'Euro pour des négociations directes, nous allons vers un ministère des finances d'un pays membre de la zone Euro (France).

C'est pour ça qu'on parle de servitude dans le cas du CFA. Aussi, nos billets de banque sont fabriqués, imprimés en France exclusivement. Et donc, vous voyez qu'on parle d'une monnaie qui n'existe plus en France.

Puisque le Franc n'existe plus en France mais il existe en Afrique. 60 ans après les indépendances, nous n'avons pas toujours trouvé de chimistes capables de billets de banque.

En conclusion, il faut qu'on mette en place les états généraux du franc CFA pour qu'on sorte de manière organisée et le plus vite possible de cette monnaie que j'appelle la monnaie de la servitude.

Agridigitale.net

Prof. Kako Nubukpo désigné coordonnateur des états généraux du FCFA

A l'issue d'un forum qui a eu lieu à Bamako courant le week-end dernier, l'économiste togolais Kako Nubukpo, a été porté à la tête des états généraux du FCFA. Selon des sources bien renseignées, le professeur Nubukpo a été désigné parmi plusieurs experts anti CFA comme celui qui désormais devra conduire les travaux devant identifier les leviers d'une réforme monétaire profonde pour

tous les pays concernés et de définir les alternatives idoines dans le seul but de l'intérêt général. Selon les mêmes sources, avaient pris part audit forum qui se veut un grand rendez-vous des économistes, des politiques, des sociologues, des historiens et des membres de la société civile des experts comme Martial Ze Belinga du Cameroun, Mamadou Koulibaly de Côte d'Ivoire, Demba Moussa



du Sénégal.
Affaire à suivre !
Roger Y. GADOSSE

PRÉSIDENTIEL AU SÉNÉGAL Macky Sall vers un coup K.O ?

Une victoire à l'issue du premier tour, voilà ce que vise le président sortant à l'élection du 24 février. Et si l'opposition, plutôt clairsemée, lui permettait de gagner ce pari.

Dans un pays friand de débat démocratique, le président sortant n'a pas (encore) donné son accord à sa participation au fameux débat auquel le #SunuDebat a réussi à attirer les quatre autres candidats retenus par le Conseil constitutionnel. Pire, il semble même parti pour refuser d'en être. Cette attitude peut paraître surprenante, mais elle peut s'expliquer. Macky Sall est le seul de tous les candidats à avoir occupé à la fois les plus hautes fonctions exécutives (président de la République et Premier ministre), mais aussi la plus haute fonction législative (président de l'Assemblée nationale). A son actif, il a de nombreuses années au pouvoir et surtout il a le bilan de son septennat à défendre et une deuxième étape de sa stratégie (le plan Sénégal émergent) à promouvoir auprès des électeurs. Dans un tel contexte, il y a lieu de parier que derrière son refus, il y a surtout la volonté de ne pas présidentialiser des adversaires plutôt en ordre dispersé et donc de se donner les moyens de gagner dès le premier tour.

Un décor électoral qui ne plaît pas à l'opposition...

Donc, face à celui qui entend conduire la deuxième phase (2019-2023) de son plan Sénégal émergent, les quatre adversaires, rescapés du nouveau système de parrainages et des décisions judiciaires qui ont éliminé des rivaux de poids, espèrent un second tour, à commencer par l'ancien Premier minis-

tre Idrissa Seck. Devant la difficulté de la tâche, l'opposition ne manque pas de dénoncer l'invalidation des candidatures de Karim Wade, fils et ancien ministre du prédécesseur de Macky Sall, Abdoulaye Wade (2000-2012), et du maire déchu de Dakar Khalifa Sall, dissident du Parti socialiste (PS), tous deux frappés par des condamnations judiciaires. Côté logistique, le 24 février, les bureaux de vote doivent ouvrir à 8 heures et fermer leurs portes à 18 heures GMT. Les premiers résultats sont attendus dans les médias dès la fermeture des bureaux, mais ne deviendront officiels qu'à partir du 25 ou du 26 février. Compte tenu des délais légaux de leur proclamation et de possibles contestations, un éventuel second tour se tiendrait vraisemblablement le 10 ou le 17 mars.

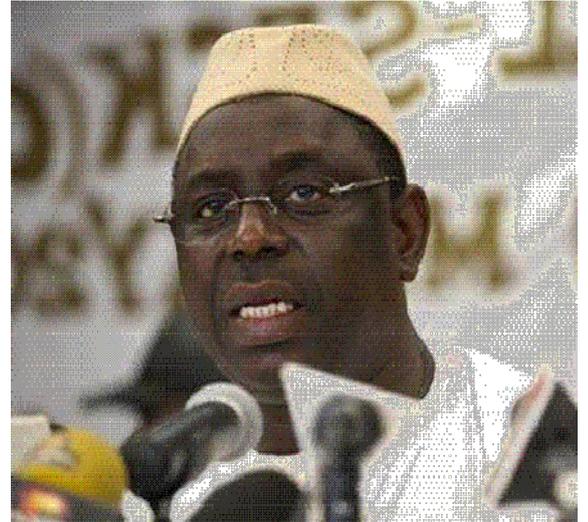
Domination de la famille libérale

Le Sénégal, qui a connu deux alternances, en 2000 et en 2012, et aucun coup d'État, fait figure de modèle démocratique en Afrique, mais les campagnes électorales y sont souvent émaillées d'accusations de corruption, de désinformation et de violences. Des affrontements ont fait deux morts le 11 février à Tambacounda, à 420 kilomètres à l'est de Dakar, entre partisans de la coalition présidentielle et du candidat du Parti de l'unité et du rassemblement (PUR), Issa Sall, proche de la mouvance religieuse. Les deux autres candidats sont l'an-

cient inspecteur des impôts Ousmane Sonko et l'ancien ministre Madické Niang. Pour la première fois depuis 1978, ni le PS ni le Parti démocratique sénégalais (PDS, libéral) d'Abdoulaye Wade ne présentent leur propre candidat. Mais la famille libérale est particulièrement bien représentée, avec Macky Sall, Idrissa Seck et Madické Niang, tous trois issus du PDS.

Tandem Seck-Sall et retour d'Abdoulaye Wade

La campagne, qui a vu les candidats sillonner le pays avant de regagner Dakar pour la dernière semaine, a été marquée par le partenariat avec Idrissa Seck annoncé de sa prison par Khalifa Sall et le retour au pays de l'ex-président Wade, décidé à empêcher une élection « verrouillée » par son successeur. Abdoulaye Wade a appelé à brûler le matériel électoral et à s'attaquer aux bureaux de vote, une « attitude de subversion » dénoncée par le gouvernement, mais dont le ministre de l'Intérieur Aly Ngouille Ndiaye a minimisé la portée. « Dans ce pays-là, on ne peut pas, on ne peut plus truquer des élections », a d'ailleurs assuré le ministre. Si le partenariat avec l'ex-maire de Dakar a conforté, dans son statut de principal concurrent de Macky Sall, Idrissa Seck, candidat pour la troisième fois, après les ralliements de recalés du système de parrainages, dont deux anciens Premiers ministres, le pouvoir mise sur son bilan, notamment en termes d'in-



Macky Sall

frastructures.

Prime aux réalisations et à la stabilité politique

« L'autoroute à péage Ila Touba, le pont de Farafenni, les bourses familiales, la CMU (couverture maladie universelle) », a énuméré Badré Diouf, un électeur interrogé sur les raisons de son soutien au président sortant, lors d'un meeting à Kaolack (centre), citant quelques-uns des chantiers achevés sous son mandat. Lors de son investiture le 1er décembre, en présence des présidents ivoirien Alassane Ouattara, gambien Adama Barrow, libérien George Weah, mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz et du Premier ministre bissau-guinéen Aristide Gomes, Macky Sall s'est engagé à amener le Sénégal « plus loin et plus haut ».

Le pays, musulman à plus de 90 %, réputé pour sa tolérance

religieuse et le poids des confréries, a jusqu'à présent été épargné par les attentats djihadistes qui ont frappé d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Mais il a renforcé sa sécurité ainsi que sa législation, parfois au prix d'atteintes aux libertés, selon des organisations de défense des droits de l'homme. Un étudiant a été condamné cette semaine à trois mois de prison avec sursis pour « apologie du terrorisme » sur Facebook, après plus de quatre ans de détention provisoire. Pour Astou Fall, une commerçante de Bambey (centre-ouest), quel que soit le vainqueur du scrutin, l'essentiel est la stabilité du pays. « Je ne me casse pas la tête avec la politique », a-t-elle expliqué à l'AFP. « Que le meilleur gagne et que la paix perdure, nous tenons à notre stabilité nationale ».

CÔTE D'IVOIRE Guillaume Soro en orbite pour 2020 ?

Avec la mise sur pied du Comité politique qu'il qualifie lui-même d'« outil », Guillaume Soro, libéré de sa charge de président de l'Assemblée nationale, pose les bases à partir desquelles il va affronter la tempête politique qui se prépare. Guillaume Soro se projette-t-il vers l'élection présidentielle de 2020 ? Car une semaine après avoir démissionné de son poste de président de l'Assemblée nationale, l'ex-Premier ministre lance son propre mouvement, baptisé Comité politique. Devant la presse réunie chez lui à

Marcory ce vendredi 15 février, Guillaume Soro a pesé ses mots. Son groupe n'est pas un parti, mais un « outil » censé « mener des réflexions sur les grandes questions d'intérêt national ». Interrogé sur la mouvance politique de son mouvement, l'ancien chef de la rébellion a longtemps hésité avant de répondre : « je suis démocrate », a-t-il répondu cité par l'AFP. Une allusion non dissimulée à la sortie d'Alassane Ouattara, qui, lors d'une récente interview, l'avait qualifié de « marxiste ».

Un rapprochement avec

Laurent Gbagbo ?

La relation entre les deux hommes s'est manifestement dégradée ces derniers temps. Vice-président du Rassemblement des républicains (RDR) – au pouvoir depuis 2011 – jusqu'en janvier, Guillaume Soro a pourtant refusé d'intégrer le grand parti réunifié du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) lancé en juillet dernier et tant voulu par le président de la République. Depuis, les rumeurs vont bon train sur l'éventuel rapprochement entre l'homme politique

de 46 ans et l'ancien président Laurent Gbagbo. « Si le président Laurent Gbagbo le désire, et j'en ai déjà fait l'appel, je le rencontrerai », a-t-il d'ailleurs déclaré vendredi. Acquitté en janvier par la Cour pénale internationale (CPI), le rival d'Alassane Ouattara, qui jouit encore d'une grande popularité en Côte d'Ivoire, pourrait bien devenir un partenaire de poids pour Guillaume Soro. Et vice versa. Car depuis la fin de la crise postélectorale, son parti, le Front populaire ivoirien (FPI) est divisé en deux factions : l'une est toujours dirigée officiellement par Laurent Gbagbo, élu président du groupe en août 2018, et l'autre par Pascal Affi N'Guessan.

Guillaume Soro, homme clé de la scène politique ivoirienne depuis près de vingt ans, pourrait relancer la « machine » FPI. Et s'allier, aussi, avec le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de Henri Konan Bédié. L'ancien président de la République a lui aussi refusé d'intégrer le RHDP, malgré la volonté de certains de ses militants. Depuis la fin de l'année 2017, il a par ailleurs rencontré à plusieurs reprises Guillaume Soro. Si ces alliances se concrétisent en vue du scrutin de 2020, le RHDP d'Alassane Ouattara pourra-t-il faire le poids ? En ce sens, l'année 2019 sera décisive.

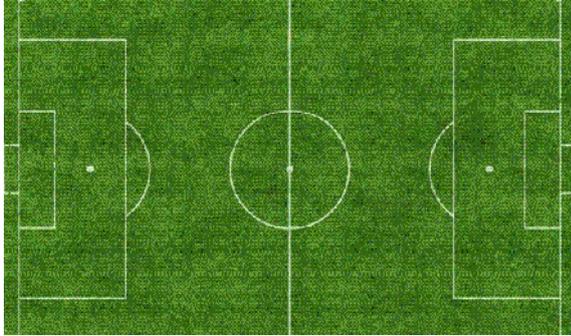
L'Audience/lepoint

Pour vos annonces et publicités,
contactez-nous aux: 90213091 / 98 86 65 70

FOOTBALL/ VIOLENCES À DAPAONG ET KABOU La Commission de discipline de la FTF a frappé contre Foadan et Gbikinti

La violence a un prix. Et en football ce prix est entre autres, la suspension contre le stade où elle s'est déroulée pour sanctionner aussi bien le club propriétaire du stade mais aussi ses supporters obligés de faire le déplacement sur un autre stade et une autre localité pour suivre les rencontres à domicile de leur club. Et visiblement c'est cette option qui a été choisie provisoirement par la FTF pour sanctionner les actes de violences qui ont émaillé les rencontres Foadan-Dyto et Gbikinti-Gomido, disputées le dimanche dernier respectivement à Dapaong et à Kabou.

En fait selon une décision prise par le président de la Commission de discipline de la FTF, et communiqué hier jeudi, "les stades de Kabou et de Dapaong sont suspendus à titre provisoire, suite aux incidents survenus lors des matches



Gbikinti vs Gomido et Foadan vs Dyto disputés le dimanche 10 février 2019, comptant pour la 16ème journée de la D1". Aussi, précise-t-on, "les deux stades seront suspendus jusqu'à la décision définitive de la Commission".

Une décision qui pénalise à coup

sûr Foadan de Dapaong déjà mal en point en championnat et aussi Gbikinti de Bassar qui devra se choisir encore un autre stade pour abriter ses matches à domicile, son stade de Bassar étant déjà sous le coup d'une suspension.

T228

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL DE D1 / 17ÈME JOURNÉE Gbohloe-Su s'extirpe de la zone rouge, un trio de dauphins dans la roue de l'ASCK ! (Résultats et classement)

Le championnat national de football de D1 a égrené son 17 chapitre ce dimanche à travers tout le Togo. Si au terme de cette journée, la tête reste inchangée, on constate par contre un chamboulement au sein du peloton de tête mais aussi en que de tableau.

Premier de ces chamboulements, c'est celui de Dyto, qui après une nouvelle victoire et cette fois-ci face au leader l'ASCK 1-0, se retrouve dans le trio de dauphin avec Sara FC de Bafilo, auteur également d'une victoire étonnante et enfin de l'AS OTR, qui a réalisé un match nul à Kara face à ASKO. Quand au bas de tableau, la surprise du jour est venue d'Aného qui a surpris tous par une victoire sur le dauphin du leader avant cette journée,

Gbikinti de Bassar. 1-0, ce fut le score qui a sanctionné cette rencontre et qui permet aux Requis mâles de se tirer de la zone rouge et surtout de céder sa place de lanterne rouge à Foadan. Est-ce le début d'une opération maintien ? Trop tôt pour être affirmatif vu que neuf journées nous séparent de la ligne d'arrivée.

Les résultats

Gomido-Sémassi 1-0
Maranatha-AS Togo Port 2-1
Sara FC-Koroki 1-0
Dyto-ASCK 1-0
Gbohloe-Su-Gbikinti 1-0
Anges-Foadan 2-0
ASKO-AS OTR 0-0
Classement T228
1- ASCK 27pts (+4)
2- DYTO 26pts (+4)
3-SARA FC 26pts (+1)
4- ASOTR 26pts (+0)



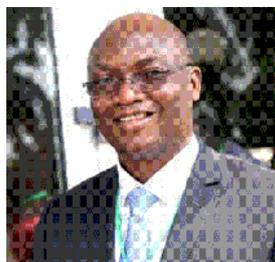
5- GBIKINTI 25pts (+4)
6- GOMIDO 25pts (+6)
7- MARANATHA 25pts (+2)
8- KOROKI 24pts (+1)
9- SEMASSI 21pts (-3)
10- ASTOGO-PORT 20pts (+0)
11- ANGES 20pts (-4)
12- GBOLHOE-SU 18pts (-3)
13- ASKO 18pts (-5)
14- FOADAN 17pts (-5)
T228.

INSÉCURITÉ INQUIÉTANTE DANS LES STADES L'autre grand défi du bureau Akpovi

L'insécurité sur les stades au Togo devient de plus en plus inquiétante ces dernières semaines. Malgré quelques sanctions déjà à l'endroit de certains clubs et terrains de jeux, le week-end dernier a connu le pire des violences à Badou lors de la confrontation entre Ifodjé d'Atakpamé et Okiti, le club local (D2) de ladite localité. De nombreux

blessés graves aussi bien parmi les joueurs que dans le rang des supporters d'Ifodjé, le terrain de jeu totalement envahi par des personnes mal intentionnées et le match a été arrêté en 2ème période parce que la violence était à son comble avec des qui se lançaient partout par les supporters d'Okiti de Badou.

Valentine BIA



TOGO FOOTBALL D2/ LE PRÉSIDENT D'IFODJÉ SE DÉFEND DES ACCUSATIONS DE CORRUPTION D'ARBITRES...

"Ifodje n'a jamais bénéficié d'une quelconque faveur", selon Michel Amétodji

Le championnat national de football de deuxième était ce week-end à sa 14e journée dans la zone sud et à la 12e journée dans la zone nord. Occasion pour le leader Ifodjé FC d'Atakpamé d'en découdre avec Espoir FC de Zio.

Au finish, les hommes du coach Koffi Komlan se sont imposés par un score de 2-1 grâce à un doublé de Houssin Sena contre un but d'Etrsou Pascal. Malgré cette victoire, le président d'Ifodjé, l'honorable député Amétodji Michel, n'est pas satisfait de la performance de ses protégés. Lui qui pensait

et voit Agaza trop impuissant face à Ifodjé. Malgré ses hold-up récents. Aussi l'entraîneur d'Ifodjé, Koffi Komlan pense que les efforts d'Agaza seront vains : " il faut les oublier, ils n'iront nulle part, ils n'ont qu'à penser à la saison prochaine. Cette année c'est pour Ifodje ", clame à son tour le technicien d'Ifodjé. Il pense tout comme son président que tout est déjà acquis. Et qui estime ceci : " On a fait un petit pas vers la D1. Agaza menace, nous, on maintient le cap. On a toujours les 7 points d'écart puisqu'on a gagné nous aussi. Il n'y a aucune rai-



écraser son adversaire : " On a rafilé les trois points, on a fait un petit pas vers la D1. On a gagné mais pour moi le jeu n'est pas satisfaisant. Il y a eu trop d'erreurs, on a gagné certes mais pour moi les joueurs pouvaient marquer plus que ça " a souligné le président.

Honorable Amétodji

Malgré tout, l'honorable Amétodji reste très confiant pour la suite et il compte sérieusement sur le prochain déplacement sur Badou pour défier Okiti FC de la localité, et confirmer la grande ambition de montée du club de l'Ogou : " On va essayer de mieux faire là. Okiti FC a perdu, ce qui veut dire qu'il y aura un challenge ; ça va être un peu dur pour nous mais on s'est mis dans la tête qu'on ne va pas faire de défaite. Et donc, on va aller à Badou avec cet esprit " a-t-il ajouté.

La pression d'Agaza....

Visiblement, la belle série que vivent les Scorpions Noirs de Tokoin n'inquiète pas les hommes d'Atakpamé, puisque tout le monde à Atakpamé croit déjà à la montée du club local,

son de s'inquiéter " a rassuré le président Amétodji.

Accusé d'être favorisé par les arbitres, il se défend....

Le président d'Ifodje n'a pas passé sous silence le tas d'accusation qui planent sur la formation d'Atakpamé par rapport à l'arbitrage. Accusé plusieurs fois d'être sous la protection des arbitres, il dégage toute responsabilité et pense que sa formation n'a jamais bénéficié d'une quelconque faveur d'arbitrage. Et appelle les journalistes à dire la vérité dans cette affaire puisque l'affaire reste depuis quelques jours un sujet brûlant.

" Vous êtes journaliste, vous êtes venu voir le match et si l'arbitre nous favorisait, vous allez le constater. Donc c'est à vous de dire aux autres collègues qui parlent de ça de dire la vérité, vous avez vu le match, moi je n'ai rien à dire " a affirmé le président.

Rappelons qu'au terme de cette 14e journée, la formation d'Atakpamé reste toujours solide à la tête du classement devant Agaza de Lomé. Elle est tout proche de la montée en première division.

A. Dela

01

**SOUSCRIPTION POUR SOI / TIERS
AUX COMPTES MARCHANDS ET
AUX BONS DE CONSOMMATION**

02

ACHAT - VENTE RECIPROQUES

03

**PRESTATAIRES DE LA PRODUCTION
COMMUNE**

04

**ACHETEURS - REVENDEURS
EN LIGNE CONTRE OPI**



ENTREPRISE SOCIALE
DE MARCHÉ COMMUN

www.esmc.tg

*Améliorez votre condition de vie en souscrivant
aux activités de l'**ESMC***

infoline (00228) 22 26 60 09 / 70 25 43 33